



## Westminster & City News

NUMÉRO 33

Du 4 au 10 septembre 2020

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

**Le coût des erreurs et fraudes liées au dispositif de chômage partiel pourrait s'élever à 3,5 Mds£** – Le département chargé de la collecte des taxes (*HM Revenue & Customs*) a estimé que 5 à 10 % des subventions distribuées à travers le *Coronavirus Job Retention Scheme* auraient fait l'objet d'erreurs et de tentatives de fraude. J. Harra, directeur du HMRC, a indiqué que le département ne chercherait pas à sanctionner les entreprises ayant commis des erreurs, mais demanderait plutôt un remboursement des sommes indûment versées au titre du *furlough*. HMRC enquêterait actuellement sur 27 000 cas, dont 8 000 cas de fraude. Une étude des universités d'Oxford, Cambridge et Zurich a également révélé que l'interdiction de travailler en étant au chômage partiel n'avait pas été respectée : 20 % des bénéficiaires du dispositif auraient reçu l'instruction directe de leur employeur de continuer à travailler.

#### **La consommation des ménages a augmenté en glissement annuel pour la première fois depuis le confinement**

– Selon les données de paiement par carte bancaire de Barclaycard, les dépenses des ménages ont augmenté de 0,2 % en août en glissement annuel, contre une contraction de 2,6 % en juillet. Cette croissance a été soutenue par les dépenses dans les pubs et bars (+ 9,3 %) et dans les supermarchés (+ 14,9 %). La consommation dans les secteurs de l'hôtellerie, restauration et divertissement s'est améliorée de 10 points de pourcentage, bien que toujours en contraction de 19,1 % par rapport à août 2019. Cette tendance est confirmée par les données du *British Retail Consortium*, qui indiquent une augmentation des ventes au détail de 3,9 % en août, après 3,2 % en juillet. Les ventes restent plus importantes pour les biens que pour les services. La consommation pourrait cependant s'affaiblir au cours des prochains mois, alors que les dispositifs de soutien du gouvernement (*Eat Out to Help Out*, chômage partiel) et la demande due aux vacances d'été disparaissent.

#### **Le dispositif « Eat Out to Help Out » a dépassé les attentes du gouvernement**

– Ce dispositif de soutien au secteur de la restauration permettait aux clients de recevoir une décote de 50 % sur les repas consommés sur place chaque lundi, mardi et mercredi du mois d'août, à hauteur de 10£ par personne, pris en charge par le gouvernement. Son coût total avait été estimé à 500 M£ initialement : il aura finalement atteint 522 M£. Plus de 100 millions de repas auront ainsi été subventionnés, dans plus de 84 700 établissements. Lundi 31 août, le dernier jour du dispositif, le nombre de réservations était supérieur de 216 % par rapport au lundi équivalent de 2019. Bien que le dispositif national ait été supprimé, certains établissements continuent d'appliquer les réductions en septembre, espérant attirer des clients bien que cela réduise leur marge.

#### **La Banque d'Angleterre réfléchit à la création d'une devise digitale**

– Le gouverneur de la BoE, A. Bailey, a indiqué lors d'un [discours](#) à la Brookings Institution que la création d'une monnaie numérique permettrait un accès plus large à de la monnaie de banque centrale et offrirait une sécurité que ne permettent pas les monnaies digitales existantes. La création d'une devise digitale de banque centrale poserait cependant des questions à propos de la stabilité financière et monétaire, et du rôle de la banque centrale. La BoE devrait publier des informations supplémentaires sur sa réflexion l'année prochaine. Cette réflexion intervient alors que l'utilisation d'espèces

continue de diminuer au Royaume-Uni, une tendance qui a accéléré pendant le confinement. Le nombre de retraits en espèces était inférieur de 60 % en avril et de 40 % en juillet en glissement annuel.

## **POLITIQUE COMMERCIALE**

**Londres poursuit la préparation de sa demande d'accession à l'accord de partenariat transpacifique** – Le *Department for International Trade* (DIT) a pour la première fois organisé une réunion informelle avec les onze pays signataires de l'accord de partenariat transpacifique. Si le Royaume-Uni n'a pas encore officiellement demandé à rejoindre cet accord de libre-échange, le gouvernement, et en particulier la ministre au Commerce international, est engagé dans des pourparlers de pré-adhésion. Afin d'accéder au *CPTPP*, le Royaume-Uni devra à la suite des pourparlers informels notifier son intention à la Nouvelle-Zélande, pays dépositaire des instruments écrits ; une commission composée de représentants des gouvernements de chaque partie décidera alors par consensus d'entamer la procédure d'adhésion. Le Royaume-Uni devra ensuite négocier les termes de son accession avec les parties et enfin, une commission déterminera, par consensus, s'il y a lieu d'approuver les modalités d'adhésion.

**Les entreprises interpellent le gouvernement sur le gel des dispositifs de promotion des exportations** – Dans un courrier adressé au Chancelier Rishi Sunak et à la ministre au Commerce international, Elizabeth Truss, Export Partners UK, qui rassemble 41 fédérations professionnelles et chambres de commerce, a fait part de ses inquiétudes concernant le refus du *Department for International Trade* de débloquent des fonds pour aider des TPE/PME à participer à des salons professionnels. Export Partners UK aurait demandé au gouvernement, selon le FT, de débloquent les aides allouables dans le cadre du *Tradeshaw Access Programme*, pouvant atteindre 2 500£, afin de permettre aux entreprises d'optimiser l'utilisation des plateformes en ligne sur lesquelles sont organisées la quasi-totalité des salons. Le courrier mettrait également en garde le gouvernement contre la tentation de réduire la voilure des dispositifs de soutien à l'export lors de la présentation de la *Finance Bill* cet automne alors que la fin de la période de transition approche.

## **ACTUALITÉ FINANCIÈRE**

### **REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS**

**R. Sunak devrait écarter le plan de la City pour refinancer les prêts garantis par l'Etat** – Selon des sources de presse, le HMT ne devrait pas donner suite aux propositions du groupe de travail de The CityUK pour gérer le stock de dettes des entreprises non financières susceptibles de devenir non soutenables au premier trimestre 2021 (de l'ordre de 100 Mds£, dont un tiers seraient des prêts garantis par l'État, PGE). Le rapport de The CityUK proposait de convertir les PGE des PME en difficulté en obligations fiscales, dettes subordonnées ou actions privilégiées, et de transférer ces produits au bilan d'une nouvelle institution publique. Le Trésor britannique estimerait que le traitement des créances douteuses des entreprises doit d'abord reposer sur les banques.

**Discours du secrétaire d'État à l'économie sur l'investissement responsable** – Dans une intervention devant l'Investment Association, John Glen a évoqué l'opportunité d'étendre le leadership du Royaume-Uni en matière d'investissement responsable et de renforcer la position du pays en tant que centre financier mondial de premier plan, exhortant le secteur financier à faire davantage au niveau social comme environnemental. Le secrétaire d'État s'est félicité des mesures prises par l'industrie sur les questions de soutenabilité et d'investissement responsable, concernant notamment la publication récente du *Responsible Investment Framework* visant à remédier à l'absence de normes communes en la matière.

**Le HMT et le Secrétariat d'État suisse aux questions financières internationales ont tenu leur 4e dialogue financier à Berne le 8 septembre 2020** – Les autorités suisses et britanniques ont échangé sur la manière d'approfondir la coopération dans les services financiers par le biais d'un accord de reconnaissance mutuelle ambitieux et complet. Une partie considérable de l'ordre du jour a porté sur la mise en œuvre de la déclaration commune sur l'approfondissement de la coopération entre la Suisse et le Royaume-Uni, qui a été signée par les ministres des finances suisse et britannique, le conseiller fédéral Ueli Maurer et le Chancelier de l'Échiquier Rishi Sunak, le 30 juin 2020. Les parties ont passé en revue les progrès réalisés depuis cette date et ont convenu de programmer une réunion avant la fin de l'année pour faire le point et décider des prochaines étapes pour 2021. Les responsables du HMT et du SIF ont par ailleurs discuté, parmi d'autres sujets, de l'impact de la pandémie de

COVID-19 sur leurs économies et marchés financiers, de leur collaboration dans le domaine de la finance durable, ou encore des équivalences entre les marchés boursiers suisses et britanniques.

## BANQUES & ASSURANCES

**La banque Lloyds va supprimer des centaines d'emplois au Royaume-Uni et relance ses plans de restructuration** — Le groupe doit supprimer 865 emplois au Royaume-Uni, tout en créant également 226 nouveaux postes, portant la réduction nette à 639 emplois sur un effectif total de 65 000 personnes. Le personnel concerné quittera le groupe en novembre au plus tôt. Les syndicats Accord et Unite, consultés, considèrent que la stratégie de Lloyds ne devrait pas se concentrer uniquement sur la réduction des emplois et des coûts et favoriser plutôt l'investissement dans son capital humain. En parallèle, la banque a déclaré qu'elle irait de l'avant concernant ses plans de restructuration visant à simplifier certaines parties de ses activités.

**Barclays a été contraint de retirer des prêts hypothécaires à certains clients après avoir failli enfreindre une limite réglementaire sur les prêts aux emprunteurs à haut risque** — La banque britannique a réduit le niveau maximal d'emprunt immobilier la semaine dernière. Désormais, les clients ne peuvent emprunter sans préavis des montants excédant 4,49 fois leur revenu, contre 5,5 précédemment. Ce changement a affecté les emprunteurs qui avaient déjà contracté des emprunts, faisant courir un risque sur certaines transactions immobilières. La décision a été prise après que Barclays se soit rapprochée d'une limite sur le ratio *loan-to-income* imposée par la *Prudential Regulation Authority* stipulant qu'une banque ne peut avoir plus de 15% de prêts hypothécaires dont le montant est égal ou supérieur aux revenus des emprunteurs multipliés par un facteur de 4,5. Ceci intervient dans le contexte de la réduction temporaire des droits de timbre (*stamp duty*) au Royaume-Uni qui a fait monter en flèche la demande de biens immobiliers et des prêts associés.

**Plus de deux trilliards de livres sterling d'épargne retraite seraient vulnérables à des tentatives d'escroquerie** - Un [rapport](#) du think tank britannique *The Police Foundation* met en évidence la nature et l'ampleur de la menace à laquelle sont confrontés des millions d'épargnants. Cela représenterait un volume d'épargne de plus de 2 trilliards de livres en situation de risques d'escroquerie. En utilisant les données fournies par les prestataires de pension, *The Police Foundation* a mis en évidence que sur un échantillon de 13 fonds de pension, 54 millions de livres sterling d'épargne retraite auraient été ciblés par des escrocs en 2019. Sur ce montant, 31 millions de livres ont potentiellement été perdus. Le *think tank* appelle à un renfort urgent de la protection des investisseurs, et rappelle que la plus grande liberté des consommateurs sur ce marché renforce le risque d'escroquerie. Guy Opperman, secrétaire d'État en charge des retraites, a rappelé que le gouvernement travaillait sur les meilleurs moyens de lutter contre la fraude. Les autorités britanniques ont notamment inclus de nouvelles mesures dans le projet de loi sur les régimes de retraite, actuellement devant le Parlement, pour habiliter les gérants à prendre des mesures lorsqu'ils soupçonnent une activité d'escroquerie.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantès, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 10 septembre 2020

## TABLEAU DE CONJONCTURE

## **ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**

| <b>Indicateurs*</b>           |                            | <b>Croissance T2 2020</b> | <b>Moyenne sur 3 ans</b> |
|-------------------------------|----------------------------|---------------------------|--------------------------|
| PIB en glissement annuel      |                            | -21,7%                    | -0,7%                    |
| PIB en glissement trimestriel |                            | -20,4%                    | -1,6%                    |
| PIB par habitant              |                            | -20,6%                    | -1,8%                    |
| Inflation (IPC)               |                            | 0,6%                      | 2,1%                     |
| Evolution de la demande       | Investissement             | -25,6%                    | -2,3%                    |
|                               | Consommation               | -24,1%                    | -1,9%                    |
|                               | Dépenses publiques         | -15,7%                    | -1,1%                    |
|                               | Exportations (B&S)         | -14,4%                    | -1,1%                    |
|                               | Importations (B&S)         | -27,0%                    | -2,2%                    |
| Evolution de la production    | Secteur manufacturier      | -20,2%                    | -1,9%                    |
|                               | Secteur de la construction | -35,1%                    | -2,9%                    |
|                               | Secteur des services       | -20,3%                    | -1,5%                    |
| Parmi les services            | Finance et assurances      | -3,4%                     | -0,7%                    |
|                               | Ventes au détail           | -9,5%                     | -0,5%                    |

## **MARCHÉ DU TRAVAIL**

| <b>Indicateurs</b>             |                        | <b>T2 2020</b> | <b>Moyenne sur 3 ans</b> |
|--------------------------------|------------------------|----------------|--------------------------|
| Taux de chômage                |                        | 3,9%           | 4,0%                     |
| Taux d'emploi                  |                        | 76,4%          | 75,9%                    |
| Nombre d'heures travaillées    | (moyenne hebdomadaire) | 25,8           | 31,5                     |
| Productivité horaire**         | Croissance annuelle    | -1,2% (T1)     | 0,2%                     |
| Salaires nominaux              | Croissance annuelle    | -2,6%          | 0,4%                     |
| Salaires réels                 | Croissance annuelle    | -2,2%          | 0,0%                     |
| Revenu disponible par habitant | Croissance annuelle    | -0,5% (T1)     | 0,3%                     |
| Taux d'épargne des ménages     |                        | 8,6% (T1)      | 6,0%                     |

## **FINANCES PUBLIQUES**

| <b>Indicateurs</b>                              | <b>T2 2020 (% du PIB)</b> | <b>Moyenne sur 3 ans</b> |
|-------------------------------------------------|---------------------------|--------------------------|
| Déficit public (hors actifs bancaires)          | -7,3%                     | -2,7%                    |
| Dette du secteur public (hors actifs bancaires) | 99,1%                     | 84,9%                    |
| Investissement public net                       | -2,4%                     | -2,1%                    |

## **COMMERCE EXTERIEUR**

| <b>Indicateurs</b>                        |         | <b>T2 2020 (% du PIB)</b> | <b>Moyenne sur 3 ans</b> |
|-------------------------------------------|---------|---------------------------|--------------------------|
| Balance courante                          |         | -2,0%                     | -4,3%                    |
| Balance des B&S                           |         | 1,0%                      | -1,2%                    |
| Balance des biens                         |         | -3,9%                     | -6,2%                    |
| Balance des services                      |         | 4,9%                      | 5,0%                     |
| Taux de change<br>(moyenne trimestrielle) | GBP/EUR | 1,13                      | 1,13                     |
|                                           | GBP/USD | 1,24                      | 1,30                     |

### **Source : ONS**

\* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

\*\* Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

\*\*\* Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.